

**Albert I<sup>er</sup>** Honoré Charles Grimaldi, prince de Monaco.

Navigateur et savant. Né le 13 novembre 1848 à Paris. Mort le 26 juin 1922 à Paris.

Issu de plusieurs grandes familles aristocratiques françaises alliées aux Grimaldi depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, « élevé dans le culte » de la France, selon lui « champion des causes généreuses », le prince étudie à Paris au collège Stanislas puis au petit séminaire de La Chapelle-Saint-Mesmin ; il commence son apprentissage maritime à Lorient et le poursuit dans la marine espagnole qu'il quitte comme lieutenant de vaisseau en 1868. Autorisé à servir dans la marine française en 1869, il se met à la disposition de l'Empereur lors de la guerre de 1870. Il quitte le service dès le 12 septembre, ce qu'il regrette au moment du siège de la capitale : « je donnerais dix ans de ma vie pour n'avoir pas quitté la marine et me trouver dans un fort de Paris ». Avec la fougue de la jeunesse, il critique les « lâches qui, sous le prétexte du changement de gouvernement ont renié la dette de sang qu'ils devaient à leur pays. Il est vrai que, n'étant pas Français cette obligation n'existait pas pour moi ». Il est fait chevalier de la Légion d'honneur en 1872.

Passionné par le milieu marin, le prince est introduit dans les milieux scientifiques par le médecin physiologiste Paul Regnard, son condisciple du collège Stanislas. Il mène personnellement, de 1885 à 1915, vingt-huit campagnes océanographiques avec quatre navires successifs. Il accueille à bord des scientifiques de nombreuses nationalités et encourage leurs travaux en les publiant. Il présente les résultats de ses campagnes à l'Académie des sciences et dans de nombreuses sociétés savantes par l'intermédiaire de conférences et de communications. Souhaitant une large divulgation de la science, le prince participe aux expositions universelles de 1889 et de 1900. Il fait bâtir à Monaco, à partir de 1898, le Musée océanographique, inauguré en 1910 et offert comme « une arche d'alliance aux savants de tous les pays ». Dans un contexte de tension internationale, il assigne un but de paix à la science « qui n'a pas de patrie parce qu'elle appartient à l'Humanité » et parce qu'elle « efface la séparation artificielle des frontières, de la politique ou des religions ». Il donne donc un caractère largement international à l'Institut océanographique, sa fondation créée en 1906 et dont le bâtiment parisien est inauguré en 1911. Cependant, comme le conseil d'administration est composé de Français et le comité de perfectionnement de plus de quarante pour cent de scientifiques français, l'Institut passe à tort, dans l'opinion publique, pour « un don à la France ». Si le prince choisit la capitale française pour l'établissement qu'il destine à l'enseignement de l'océanographie, qui était absente dans l'université française, et se fait mécène de la Sorbonne, c'est pour « combler une lacune » et parce que « Paris a gagné la reconnaissance du monde intellectuel ».

Soucieux d'éclairer les origines de l'humanité, Albert I<sup>er</sup> encourage aussi les fouilles préhistoriques. Il crée à Monaco un musée d'anthropologie préhistorique et en 1910, dans le « centre universitaire » qu'est Paris, un « foyer puissant d'études », l'Institut de paléontologie humaine, dont le bâtiment est inauguré en 1920. L'admission comme membre de l'Institut de France, distinction qui pour Albert I<sup>er</sup> « imprime au travailleur une marque de la noblesse moderne », résonne comme la récompense suprême de ses travaux et de son mécénat : correspondant depuis 1891, il est élu associé étranger de l'Académie des sciences en 1909. Son parcours de marin donne lieu à un récit autobiographique, *La carrière d'un navigateur*, publié plusieurs fois entre 1902 et 1914.

À partir des années 1880, le prince fréquente à Paris le salon de Flore Singer, issue de la bourgeoisie juive alsacienne. Il est proche également de la comtesse Greffulhe qui intervient dans la création de l'Institut océanographique et avec qui il entretient une abondante correspondance à dominante musicale. Ami de Massenet et de Saint-Saëns, le prince accueille leurs créations à Monte-Carlo. Plus que sa seconde épouse, Alice Heine, catholique aux origines juives qui a alors pris ses distances avec le prince, c'est son exigence de justice qui le pousse à militer pour Dreyfus dès la fin de l'année 1897. Lors de deux visites à l'Élysée au début de l'année 1898, il aborde la question avec Félix Faure et essaie de le convaincre – en vain – de l'innocence du capitaine. Craignant « que la France qui secourut maintes fois des

racés opprimées, qui enfanta les libertés de la conscience », ne réveillât « le fanatisme avec son cortège de férocités », il exhorte le pays à ne pas ajouter « aux glorieux chapitres de son histoire quelques pages indignes d'elle, où vibrerait pour toujours un cri d'innocence étouffé par une clameur barbare ». Scheurer-Kestner ne trouve pas « opportune » la publication de sa prise de position, sous prétexte que le prince est « étranger », qu'il paraît naturellement lié au « syndicat » juif ; enfin que l'image de la Principauté est trop mêlée au jeu dans l'opinion française. Il fait finalement publier par *Le Figaro*, le 3 juillet 1899, une lettre à Lucie Dreyfus qui l'invite avec son mari au château de Marchais, propriété des princes de Monaco dans l'Aisne : « La présence d'un martyr, vers qui la conscience de l'humanité tournait son angoisse, honorera ma maison ». Son ascendance française d'hommes d'épée lui est alors rappelée par les antidreyfusards pour le persuader qu'il a ainsi injurié leur mémoire. L'Affaire nourrit une importante correspondance, notamment avec Joseph Reinach. Le prince vient en aide à des dreyfusards en difficulté, comme le moderniste abbé Pichot, nommé à la paroisse Sainte-Dévote à Monaco en 1900, ou le commandant Forzinetti qui se voit confier plusieurs responsabilités en Principauté à partir de 1899.

Le dreyfusisme du prince, sa familiarité avec Guillaume II comme avec nombre de personnalités politiques françaises républicaines, en font une cible durable de la presse nationaliste française. Durant la Première Guerre mondiale, Léon Daudet mène une campagne opiniâtre dans l'*Action française*, accusant Monaco d'être un centre d'espionnage allemand. Lors de la pose de la « première pierre » du Musée océanographique en 1899 comme lors de son inauguration en 1910, Albert I<sup>er</sup> caresse l'espoir d'une rencontre entre Guillaume II et le président de la République française. Pacifiste militant, le prince s'efforce sans relâche de rapprocher la France et l'Allemagne, notamment lors des crises marocaines. Il crée à Monaco en 1903 un Institut international de la Paix, transféré en 1912 à Paris. Dans le domaine social, le prince croit aux vertus de la mutualité : il participe aux travaux mutualistes à partir de 1907 et du Musée social à partir de 1911. Faisant au président de la République, en juillet 1914, le bilan de ses seize années de visite à Kiel, il regrette « l'abstention de la France » au rendez-vous diplomatique et mondain annuel des régates, « ces intimités fécondes, souvent capables de conjurer un mécompte, une surprise ou une méprise ».

La Principauté est officiellement neutre lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, mais, affligé par l'attitude du Kaiser, le prince Albert I<sup>er</sup> ne tarde pas à prendre position en faveur des Alliés. Le 10 août, il assure le président de la République des « sentiments [qu'il] partage avec la France ». Il accueille des blessés à Monaco et met à la disposition du gouvernement français ses institutions parisiennes. Après le bombardement de la cathédrale de Reims, « aussi consterné que le meilleur des Français », il envoie à Raymond Poincaré un télégramme de solidarité qui dénonce « une provocation au monde entier ». L'armée allemande occupe le domaine familial de Marchais et exige un tribut sous peine de détruire le château. Ce chantage balaie la sympathie d'avant-guerre pour l'Allemagne et son souverain ; le ressentiment germanophobe trouve un exutoire dans la publication d'une lettre ouverte à Guillaume II, *La guerre allemande et la conscience universelle*, en décembre 1918. Un nouveau traité franco-monégasque, qui renforce l'influence française à Monaco, est signé le 17 juillet 1918. Raymond Poincaré assiste, le 16 mai 1919 à la cérémonie d'adoption de la princesse Charlotte, fille naturelle de son fils Louis, qui devient dynaste. Le prince fonde de grands espoirs dans la mise en place de la Société des nations, mais est déçu par l'attitude de la France qui ne permet pas l'admission de Monaco.

Jacqueline CARPINE-LANCRE  
Thomas FOUILLERON